

## Burundi : le pouvoir s'en prend à l'Eglise catholique

BBC Afrique, 22 septembre 2019 Les autorités burundaises accusent des évêques du pays de "cracher leur venin de haine", après que ces chefs religieux ont dénoncé l'intolérance et la violence politique à quelques mois de l'élection présidentielle.

Dimanche, des églises ont donné lecture d'un message de la Conférence des évêques catholiques du Burundi dénonçant les assassinats de personnes qui ont des opinions divergentes avec celles du gouvernement. Ces chefs religieux estiment que certains partis politiques burundais sont menacés. Selon l'Agence France-Presse (AFP), de hauts responsables s'en sont pris vivement aux évêques catholiques dès samedi, après la fuite sur les réseaux sociaux de leur "message pastoral". "Certains évêques devraient être défringués car c'est devenu une habitude : à la veille des élections, ils doivent cracher leur venin de haine à travers des messages incendiaires", a critiqué samedi Willy Nyamitwe, conseiller en communication du président burundais, Pierre Nkurunziza. "Ils sont en train d'enseigner la division, ils accusent les imbonerakure (les jeunes du parti au pouvoir) d'être des tueurs", soutient M. Nyamitwe. "C'est une honte d'enseigner la haine aux fidèles", a déclaré samedi le secrétaire général du parti au pouvoir, Evariste Ndayishimiye, lors d'un meeting. Selon l'AFP, M. Ndayishimiye accuse ces évêques de "chercher à pousser les militants d'opposition à s'attaquer en premier à notre parti". Les imbonerakure, qualifiés de milice par l'ONU, sont accusés d'être au cœur du système répressif burundais aux côtés de l'armée et de la police. Dans le message lu dimanche, les évêques catholiques ont fait part de leur "inquiétude et préoccupation" à huit mois de l'élection présidentielle prévue le 20 mai. Ils dénoncent aussi les violences visant à étouffer "certains partis politiques" et à "persécuter leurs membres". Les relations entre le gouvernement de Pierre Nkurunziza, un évêque, et l'Eglise catholique, qui avait pris position contre son troisième mandat, sont empreintes de méfiance. Pierre Nkurunziza a été réélu en juillet 2015, malgré la dénonciation de sa candidature par l'opposition, qui estimait qu'il n'avait plus le droit d'être candidat. Des centaines de personnes ont été tuées dans les violences consécutives à l'annonce de sa candidature en 2015. Il est au pouvoir depuis 2005.